

## La banalisation du crime

Connaissez-vous *Le Palais des Merveilles* de Leibniz? Le philosophe y décrit par le menu l'organisation politique idéale, mobilisant à son service les sciences et techniques de son temps: « Ces bâtiments seront construits de telle manière que le maître de maison puisse entendre et voir tout ce qui se dit et fait, sans qu'on ne l'aperçoive, par le moyen de miroirs et de tuyaux, ce qui serait une chose très importante pour l'État et une sorte de confessionnal politique. »

Ce texte en forme de programme fut naguère exhumé par Jacques Attali, conseiller du prince, qui agrémentait le commentaire de ses propres méditations: « Écouter, censurer, enregistrer, surveiller sont les armes du pouvoir [...]. Qui ne pressent qu'aujourd'hui le processus poussé à l'extrême est en train de faire de l'État moderne une gigantesque source unique d'émission de bruit en même temps qu'une table d'écoute générale? Écoute de quoi? Pour faire taire qui? » (*Bruits*, 1977) A bon écouteur, salut!

Au royaume mitterrandien des affaires, la mise sur écoute d'Edwy Plenel et de sa compagne Nicole Lapiere par la cellule spéciale élyséenne est l'affaire édifiante par excellence. Le président ne parvient pas à se défaire de l'interminable histoire des Irlandais de Vincennes, qui dure depuis onze ans, à l'image du chewing-gum <sup>1/</sup> collé au doigt du capitaine Haddock. Le journaliste qui a largement contribué à tirer cette machination au clair a été mis sur écoute hors de toutes les procédures prévues, à l'initiative d'un pouvoir se prétendant de gauche. Le droit des personnes a été violé par une cellule relevant directement de l'Élysée. Dans des pays qui sont loin d'être des démocraties exemplaires, une telle forfaiture signifierait la démission immédiate ou la révocation. Pourquoi pas en France? On éprouve, à l'extrême gauche, une pudique réticence à remuer ce cloaque des affaires. On n'aime pas. C'est sale, ça ne sent pas bon, c'est presque dégradant. Alors, on ironise, on badine, on brocarde. Et tout finit par le Bébête show. Pourtant, qu'un Premier ministre, champion du franc fort et des taux d'intérêt élevés, bénéficie d'un prêt spécial à taux zéro, au remboursement obscur et incertain, ce n'est pas

admissible, quelle que soit la couleur de ses chaussettes. Qu'un président, pourfendeur naguère du « coup d'État permanent », installe une police privée à l'Élysée, ce n'est pas tolérable.

Qui peut mesurer l'effet profond, invisible, de cette accoutumance aux « affaires »? Qui peut dire le cynisme et l'indifférence civique qui en résultent inévitablement? Si l'on ne veut pas que la démagogie d'extrême droite s'alimente à cette source, il faut commencer par ne rien minimiser ni banaliser. Il faut faire le ménage soi-même.

Personnellement ou par cellule policière interposée, François Mitterrand s'est servi des pouvoirs exorbitants que lui accorde une Constitution quasi monarchique pour violer sa propre légalité. Aussi est-il dérisoire de l'entendre proposer aujourd'hui l'abrogation de l'article 16 qu'il s'est bien gardé de toucher en douze ans de présidence. Indépendamment des spéculations sur les subtilités d'une nouvelle cohabitation, il doit démissionner sur le champ, tout simplement parce qu'il est responsable et coupable d'avoir pris l'État pour une table d'écoute.

*Rouge* n° 1533, 11 mars 1993

<sup>1/</sup> En fait, un sparadrap... ≈ :o)